

# Table des matières

Introduction . . . . .	1
NATACHA GAGNÉ	

## PREMIÈRE PARTIE CONTEXTUALISATIONS

1. Souveraineté, autonomie et subjectivités politiques autochtones en Mésoamérique et dans les Andes . . . . .	9
MARTIN HÉBERT ET STÉPHANIE ROUSSEAU	
La souveraineté dans les imaginaires sociaux d'Amérique latine . . . . .	13
Idéologies de la souveraineté sous le régime colonial . . . . .	14
Misérables et autonomes . . . . .	17
Les indépendances . . . . .	19
Bibliographie . . . . .	24
2. Sortir du colonial en Océanie ou comment reconquérir sa souveraineté en situation de minorisation . . . . .	27
NATACHA GAGNÉ ET MARIE SALAÜN	
Situer l'Océanie dans l'entreprise coloniale . . . . .	28
Processus coloniaux et minorisation : du XIX <sup>e</sup> siècle à la Seconde Guerre mondiale . . . . .	31
La minorisation dans sa dimension politique . . . . .	34
Les années d'après-guerre : une citoyenneté sans souveraineté ?	36
S'engager pour l'autodétermination : les stratégies explorées depuis les années 1970 . . . . .	41
Conclusion : toutes les voies sont-elles possibles ? . . . . .	47
Bibliographie . . . . .	48

## DEUXIÈME PARTIE

## LA RECONQUÊTE DE LA SOUVERAINETÉ EN MARCHÉ

- |    |  |     |
|----|--|-----|
| 3. | La souveraineté à l'aune de la militance des peuples autochtones du Guatemala . . . . .  | 55  |
|    | MARTIN HÉBERT, IGNACIO OCHOA ET LUCAS AGUENIER   |     |
|    | Des souverainetés bien abstraites . . . . .  | 57  |
|    | Reconstruire par le bas . . . . .  | 61  |
|    | Autodétermination, décolonisation, souveraineté . . . . .  | 67  |
|    | Conclusion . . . . .   | 69  |
|    | Bibliographie . . . . .  | 70  |
| 4. | L'autonomie autochtone « sous tutelle » en Bolivie . . . . .   | 73  |
|    | STÉPHANIE ROUSSEAU ET HERNÁN MANRIQUE  |     |
|    | Le contexte politico-historique depuis les années 1990 . . . . .   | 74  |
|    | L'autonomie dans la perspective de la loi . . . . .  | 78  |
|    | Au-delà de la norme : le « nous » et la lutte pour l'hégémonie . . . . .   | 81  |
|    | Les processus d'autonomie officiels : diversité des trajectoires et des motifs . . . . .   | 86  |
|    | Conclusion . . . . .   | 92  |
|    | Bibliographie . . . . .  | 92  |
| 5. | Le Pérou : des assises de la communauté au projet politique de la nation autochtone . . . . .                                    | 97  |
|    | RAPHAËL COLLIAUX ET STÉPHANIE ROUSSEAU   |     |
|    | Les Matsigenka : une souveraineté à l'échelle communale . . . . .  | 101 |
|    | Les Wampis et la création d'un gouvernement territorial autonome . . . . .   | 106 |
|    | Conclusion . . . . .   | 109 |
|    | Bibliographie . . . . .  | 110 |
| 6. | Souverainetés intriquées, contestées et concurrentes : la difficile construction d'un pouvoir local aux îles Marquises . . . . . | 113 |
|    | PASCAL-OLIVIER PEREIRA DE GRANDMONT  |     |
|    | La communauté de communes comme stratégie autonomiste marquisienne ? . . . . .   | 115 |

La communauté de commune comme nouvel espace politique: légitimités et souverainetés en question . . . . .	125
Les projets de pêche industrielle Hiva Toa et d'aire marine protégée Te Tai Nui a Hau . . . . .	131
Conclusion . . . . .	133
Bibliographie . . . . .	134
7. La grammaire de l'émancipation polynésienne et ses paradoxes . . . . .	137
NATACHA GAGNÉ	
La solution politique portée par le Tāvini Huirā'atira . . . . .	140
Les solutions culturelles défendues par Haururu et les collectifs mobilisés autour de la personne de Joinville Pomare . . . . .	145
La solution religieuse portée par Te Hivarereata . . . . .	153
Conclusion . . . . .	156
Bibliographie . . . . .	156
8. « Se constituer en "société civile" » : l'après 1994 au Chiapas . . . . .	159
ÉRIC GAGNON POULIN	
Zapatisme et autogestion . . . . .	161
S'adapter aux gouvernances alternatives: l'exemple de La RED por la Paz . . . . .	164
Pour une justice autonome . . . . .	167
Des obstacles sur le chemin de l'autonomie . . . . .	169
Souveraineté populaire et souveraineté de l'État: une opposition? . . . . .	171
Bibliographie . . . . .	173
9. Être jeune, conscient, impliqué et libre de se déterminer: regard ethnographique sur une bande de jeunes Kanak de Koné (Nouvelle-Calédonie) . . . . .	175
ÈVE DESROCHES-MAHEUX	
Portrait d'une « bande de jeunes » . . . . .	178
S'associer: un moyen pour s'affirmer . . . . .	179
Être coincés... ou choisir entre le meilleur de deux mondes? . . . . .	185
Conclusion . . . . .	189
Bibliographie . . . . .	190

10. Danser pour transformer la nation : l' <i>entrada</i> folklorique de l'Universidad Mayor de San Andrés, La Paz (Bolivie) . . . . .	193
MARIE-ÈVE PAQUET	
Multiplication des fêtes et des <i>entradas</i> en ville . . . . .	195
L' <i>entrada folclórica universitaria</i> de l'Universidad Mayor de San Andrés . . . . .	196
Danser une danse ch'unchu's avec le <i>taller cultural</i> d'anthropologie et d'archéologie. . . . .	198
Co-construction d'une identité collective à travers la danse. . .	202
Danser lors de l' <i>entrada</i> : amitié, solidarité et <i>vivir bien</i> ? . . . .	205
Conclusion . . . . .	208
Bibliographie . . . . .	209
11. Affirmation de soi et autodétermination : le tatouage en Polynésie française . . . . .	211
CATHERINE CHAREST	
Bref historique du tatouage en Polynésie. . . . .	212
Le <i>tatau</i> ou tatouage au féminin . . . . .	215
Revalorisation du tatouage . . . . .	218
Conclusion . . . . .	223
Bibliographie . . . . .	224
12. Œuvrer à la décolonisation de la société néo-zélandaise grâce à l'art : le cas des femmes artistes contemporaines māori . . . . .	227
CATHERINE PELLINI	
Art māori et contexte politique . . . . .	229
Les thèmes traités et les causes défendues par les artistes . . . .	231
L'intégration de motifs « traditionnels » et de références culturelles dans les œuvres contemporaines . . . . .	237
Investir l'espace urbain . . . . .	241
Conclusion . . . . .	244
Bibliographie . . . . .	245
Liste des contributeurs. . . . .	249

# Liste des cartes, tableaux et photographies

## Cartes

Mésoamérique et Amérique du Sud. . . . .	10
Océanie . . . . .	28
Guatemala . . . . .	56
Bolivie – Départements. . . . .	74
Pérou – Autochtones Matsigenka et Wampis. . . . .	98
Polynésie française. . . . .	114
Polynésie française – Îles de la Société . . . . .	138
Mexique – Région de Selva Lacandona, État du Chiapas. . . . .	160
Nouvelle-Calédonie. . . . .	176
Bolivie . . . . .	194
Île de Tahiti . . . . .	212
Nouvelle-Zélande . . . . .	228

## Photographies

Figure 1.1. «Tout au Chiapas fait partie du Mexique» . . . . .	22
Figure 10.1. Marie-Ève Paquet dansant lors de l' <i>entrada</i> folklorique de l'Universidad Mayor de San Andrés, à La Paz. . . . .	199
Figure 11.1. Tatouage de Vania. . . . .	215
Figure 12.1. Tracey Tawhiao, <i>New Zealand is not Aotearoa</i> . . . . .	232
Figure 12.2. Lisa Reihana, <i>in Pursuit of Venus [infected]</i> , 2015-2017. . . . .	234
Figure 12.3. Natalie Robertson, <i>Pohautea 1-4</i> . 1996/2015. . . . .	235
Figure 12.4. Lisa Reihana, <i>Digital Marae</i> . . . . .	239

## Tableaux

Tableau 1: Résultats du référendum sur la conversion des statuts de municipalité à ceux d'Autonomie autochtone originaire paysanne, 6 décembre 2009 . . . . .	87
Tableau 2: Résultats du référendum pour l'approbation des statuts d'autonomie autochtone originaire paysanne du 20 novembre 2016 . . . . .	91



# Introduction

NATACHA GAGNÉ

Depuis un certain temps déjà, le concept de « souveraineté » est devenu un maître mot pour plusieurs acteurs autochtones qui l'ont remobilisé dans leurs initiatives en vue de l'autodétermination et de la décolonisation. Ce fut le cas, par exemple, dans les années 1980 chez les Māori de Nouvelle-Zélande. La parution du livre percutant de la militante Donna Awatare intitulé *Māori Sovereignty* en 1984 fut un événement marquant des processus d'affirmation māori. Le concept a également été mobilisé depuis une quinzaine d'années chez les peuples autochtones, tant au Canada qu'aux États-Unis (voir par exemple Barker, 2005 et Sturm, 2017). Pour prendre un exemple significatif de cette mobilisation, signalons la Déclaration circumpolaire inuit sur la souveraineté de l'Arctique, adoptée par le Conseil circumpolaire inuit en avril 2009, déclaration qui affirme les droits des Inuit<sup>1</sup> comme peuple, ce qui comprend le droit à l'autodétermination, mais également le droit d'être des partenaires incontournables des États, dont ils sont des citoyens à part entière, dans la gouvernance, dans la conduite des relations internationales et dans la mise en place d'institutions internationales concernant l'Arctique<sup>2</sup>. Dans la même veine, la nation atikamekw rendait à son tour publique en septembre 2014 la Déclaration de souveraineté d'Atikamekw Nehirowisiw, affirmant sa souveraineté sur Nitaskinan, le territoire ancestral légué par ses ancêtres, et exigeant

- 
1. Dans cet ouvrage, nous avons retenu l'orthographe des ethnonymes qui respectent les modes de transcription en cours dans les différentes communautés autochtones. L'accord en genre et en nombre suit également les règles des langues autochtones. Sous forme d'adjectif, nous employons ces ethnonymes avec une minuscule. Il est également à noter que toutes les traductions de citations en langues étrangères sont celles des collaborateurs de cet ouvrage.
  2. Pour prendre connaissance du document en entier, voir <[http://library.arcticportal.org/1895/1/Declaration\\_12x18\\_Vice-Chairs\\_Signed.pdf](http://library.arcticportal.org/1895/1/Declaration_12x18_Vice-Chairs_Signed.pdf)> (consulté le 15 décembre 2019).

« dorénavant son consentement pour tout développement, usage et exploitation des ressources qui s’y trouvent<sup>3</sup> ».

Au gré des processus de décolonisation, on assiste donc à des remises en question de la définition que l’on pourrait qualifier de « classique » de la souveraineté, qui a pour assise l’autorité suprême et l’intégrité des États, ainsi que la non-ingérence dans leurs affaires internes. Le concept de « souveraineté » est en effet mobilisé par des populations autochtones et investi de nouvelles significations, recouvrant une multiplicité de droits sociaux, économiques, culturels et politiques. En vertu de cette compréhension élargie de sa nature, la souveraineté ne se réduit plus à celle de l’État, mais elle met en jeu le droit des peuples autochtones à s’autodéterminer dans divers domaines et à négocier leurs interdépendances.

Dans le cas des affirmations autochtones, si la formule idiomatique de « souveraineté » est une réponse à la persistance de la situation coloniale, elle recouvre des réalités et des demandes qui varient en fonction des contextes. Les vocables utilisés pour en parler varient aussi. Quand certains parlent de souveraineté, d’autres préfèrent en effet parler d’autonomie, d’indépendance, de décolonisation ou encore recourir à des concepts dans leur propre langue et issus de leur histoire. Plusieurs raisons historiques, contextuelles et stratégiques président à ces choix.

C’est à ces expressions variées de la souveraineté autochtone que cet ouvrage est consacré et, plus particulièrement, dans deux régions du monde : l’Océanie et l’Amérique latine. Si l’Océanie constitue un laboratoire extrêmement intéressant pour explorer les voies de sortie du colonialisme (Friedman, 2003 ; Gagné et Salaün, 2010, 2012), puisque cette région présente une constellation de petites sociétés aux histoires coloniales et aux expériences (post)coloniales diversifiées, elle n’est pourtant pas la seule dans cette situation. L’Amérique latine est également une région emblématique à ce titre. C’est d’ailleurs là que sont nés les premiers États indépendants à la suite des colonisations européennes. Dans les années 1970, des militants autochtones de cette région, aux côtés de ceux d’Amérique du Nord, de Nouvelle-Zélande, d’Australie et d’Hawaï, furent également les leaders d’une mobilisation de la catégorie « autochtone » et de sa reconnaissance à l’ONU (Gagné, 2012 ; Tsing, 2007). Autre développement majeur qui n’est d’ailleurs pas passé inaperçu en Océanie, l’Équateur en 2008 et la Bolivie en 2009 se sont dotés d’une constitution

---

3. Voir la déclaration complète : <[https://www.atikamekwsipi.com/public/images/wbr/uploads/publication/IMG\\_6175.JPG](https://www.atikamekwsipi.com/public/images/wbr/uploads/publication/IMG_6175.JPG)> (consulté le 15 décembre 2019).



instaurant des États plurinationaux, ce qui a mené à la reconnaissance des nations autochtones en leur sein (voir Rousseau et Manrique, ce volume). L'Océanie n'est pourtant pas en reste pour ce qui est des avancées de type constitutionnel relatives aux peuples autochtones : la politique officielle de biculturalisme de l'État néo-zélandais, qui remonte au milieu des années 1980, favorise une représentativité des Māori adéquate dans toutes les sphères de la société, ainsi que des mesures de réparation pour les préjudices subis par les Māori pendant la colonisation.

Il va sans dire que cet ouvrage ne pouvait pas couvrir toute la gamme des expressions de la souveraineté dans les États et territoires qui composent l'Océanie et l'Amérique latine. C'est pourquoi il fournit l'examen de sept cas ciblés, choisis en fonction du poids démographique de la population d'origine autochtone et des expertises des chercheurs réunis dans le cadre du projet collectif qui est à l'origine de cet ouvrage : trois cas de fortes majorités démographiques (Mā'ohi de Polynésie française et autochtones de Bolivie et du Guatemala), deux cas de minorités démographiques fortes (Kanak de Nouvelle-Calédonie et autochtones du Pérou) et deux cas de minorités démographiques faibles (Māori de Nouvelle-Zélande et autochtones du Mexique). La variable démographique nous est apparue particulièrement importante, puisque dans les démocraties libérales qui se fondent sur le suffrage universel se pose la question de l'exercice démocratique quand des populations ont été minorisées. La mise en dialogue de ces cas est fructueuse, dans la mesure où elle met en perspective les particularités de certaines configurations et dynamiques, tant sur les plans local, national que régional.

Tout en étant malgré tout attentifs à l'État, ainsi qu'à ses reconfigurations contemporaines et aux façons dont il circonscrit les possibles de sa contestation, notre approche consiste à saisir la souveraineté « en marche », telle qu'elle est vécue et formulée par les acteurs, au ras des expériences et à une diversité d'échelles. L'analyse de ces expériences de reconquête de la souveraineté est menée à la lumière des dimensions historiques et sociologiques des luttes des populations autochtones. Ces dimensions permettent de saisir la structuration des champs sociaux et politiques dans lesquels ces luttes prennent place. Elles permettent aussi de les situer dans le temps long de l'histoire et donc, en tenant compte des changements ayant marqué les contextes locaux, nationaux et régionaux.

Cet ouvrage est organisé en deux grandes parties. Dans la première, on retrouve deux chapitres de contextualisation générale sur l'Amérique latine

et l'Océanie, qui servent d'arrière-plan aux chapitres de la deuxième partie. Ces deux chapitres brossent un aperçu d'ensemble de l'histoire coloniale de ces régions, en attachant une attention particulière à la façon dont les populations autochtones y furent minorisées, mais également à la manière dont fut établie et pensée la souveraineté des Empires coloniaux puis des États qui leur ont succédé, tout comme celle que cherchent maintenant à reconquérir les peuples autochtones. Ces chapitres de cadrage portent une attention particulière aux cas retenus, soit quatre pour l'Amérique latine et trois pour l'Océanie.

Les dix chapitres de la deuxième partie de l'ouvrage s'attachent à décrire des luttes et des stratégies d'affirmation du point de vue des autochtones de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie, de Nouvelle-Zélande, du Mexique, du Guatemala, du Pérou et de Bolivie. La focale change au fil du déroulement des chapitres, nous rapprochant toujours un peu plus des acteurs. Cette approche nous donne à voir que l'affirmation des peuples autochtones et colonisés se joue simultanément à plusieurs échelles. Ces chapitres ethnographiques permettent en particulier d'approcher les processus de redéfinition de la souveraineté dans leurs dimensions horizontales, soit dans les relations entre acteurs, qu'ils soient des individus, des groupes ou des institutions.

Comme il a été mentionné plus haut, cet ouvrage est le fruit d'un travail collectif auquel ont participé étudiants et professeurs depuis 2013 dans le cadre du projet « Mouvements autochtones et redéfinitions contemporaines de la souveraineté : comparaisons intercontinentales », mené grâce à une subvention Savoir du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada. Il résulte de séjours prolongés de recherches sur le terrain par tous les auteurs participant à cet ouvrage et de plusieurs journées d'étude, de communications et d'ateliers présentés dans le cadre des colloques du Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA), de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (ACSALF) et de la Société canadienne d'anthropologie (CASCA). Nous souhaitons d'ailleurs remercier chaleureusement tous ceux qui ont participé à nos recherches et qui nous ont généreusement accueillis parmi eux.

Je tiens personnellement à remercier les auteurs de cet ouvrage pour cette belle aventure collective qui fut des plus stimulantes. Merci également à Misha Amir, Anne-Julie Asselin, Justine Auclair, Maude Boucher, Annabelle Fouquet, François Genest, Isabelle Harton, Aude Lanthier,

Audrey Pinsonneault, Jean-Félix Poulin et Stéphanie Vaudry, qui furent également des nôtres et qui participèrent de diverses façons à nos travaux. Je tiens à exprimer des remerciements particuliers à Maude Boucher pour sa contribution à la mise en page du manuscrit et à la normalisation des bibliographies ainsi qu'à Lise G. Fortin, adjointe administrative au CIÉRA, pour sa générosité, sa grande empathie, en particulier pour les étudiants, et son soutien indéfectible au cours des ans.

## BIBLIOGRAPHIE

- Awatere, Donna (1984), *Maori Sovereignty*, Auckland, Broadsheets.
- Barker, Joanne (2005), *Sovereignty Matters: Locations of Contestation and Possibility in Indigenous Struggles for Self-Determination*, Lincoln, University of Nebraska Press.
- Friedman, Jonathan (2003), «Globalizing Languages: Ideologies and Realities of the Contemporary Global System», *American Anthropologist*, vol. 105, n° 4, p. 744-752.
- Gagné, Natacha (2012), «Indigenous Peoples, a Category in Development», dans P. Haslam, J. Schafer et P. Beudet (dir.), *Introduction to International Development Studies: Approaches, Actors, and Issues*, Oxford, Oxford University Press, 2<sup>e</sup> édition, p. 454-472.
- Gagné, Natacha et Marie Salaün (2010), *Visages de la souveraineté en Océanie*, Paris, L'Harmattan.
- Gagné, Natacha et Marie Salaün (2012), «Indigeneity in Oceania Today: A Conceptual Tool, a Battle Cry and an Experience», *Social Identities*, vol. 18, n° 4, p. 381-398.
- Sturm, Circe (2017), «Reflections on the Anthropology of Sovereignty and Settler Colonialism: Lessons from Native North America», *Cultural Anthropology*, vol. 32, n° 3, p. 340-348.
- Tsing, Anna (2007), «Indigenous Voice», dans M. De La Cadena et O. Starn (dir.), *Indigenous Experience Today*, Oxford, Berg, p. 33-67.